



L'interdit et la fatalité : réflexions sur le progrès de la connaissance en sciences sociales

«Le développement peut n'être rien d'autre que le développement des statistiques»

(Pierre Achard, Revue Tiers-Monde, n° 90, p. 273)

A force de pratiquer le métier de statisticien ou de chercheur en sciences sociales, il arrive qu'on oublie ce que ces activités peuvent avoir de téméraire et de surprenant. Nous finissons tous par adhérer plus ou moins à un credo qui comporte deux articles. Premier article: il est bon, absolument et objectivement, qu'une société ou une nation se connaisse elle-même, se compte, mesure ce que ses membres produisent et consomment. Autrement dit, la connaissance statistique, démographique, économique, sociologique va de soi. Remarquons au passage que cette profession de foi présente l'avantage de justifier d'avance l'existence des statisticiens, des comptables nationaux, des chercheurs, et aussi de légitimer leurs demandes de crédits. Deuxième article du credo: il existe une séquence idéale qui relie la pratique des statisticiens et des chercheurs à l'exercice du pouvoir politique et administratif... Les agents d'observation recueillent, analysent et présentent des données qu'il remettent aux agents d'autorité, lesquels s'en servent ou devraient s'en servir pour prendre de bonnes décisions (c'est-à-dire pour adapter les moyens aux fins, sinon les fins aux moyens). Il y aurait naturellement beaucoup à dire sur le caractère fictif de cette séquence, sur les rapports imaginaires qu'elle implique entre le pouvoir et ses informateurs, sur la relation problématique qu'elle introduit entre la connaissance et l'utilisation de la connaissance. Et pourtant, c'est ce schéma optimiste et simpliste qui permet de répéter avec sérénité la petite phrase qu'on entend ou qu'on lit si souvent «voici la situation, voici les partis qu'on peut prendre, il appartient désormais aux autorités de choisir...».

Or, on peut montrer qu'à des époques antérieures, et pour des esprits certainement aussi avertis que ceux d'aujourd'hui, des façons de voir très différentes des nôtres ont prévalu. Il a été possible, et légitime, de penser par exemple qu'une opération aussi naturelle et normale qu'un recensement était quelque chose de néfaste et de condamnable. On peut montrer aussi que si la connaissance des sociétés par elles-mêmes semble se développer de manière irrésistible, ce n'est pas — ou très peu — à cause de son utilité directe, mais pour des raisons profondes qui tiennent sans doute à l'évolution intrinsèque et séculaire du corps social.

1. L'interdit: «Pourquoi Monseigneur fait-il cette enquête?»

Parmi les livres historiques de la Bible, le deuxième livre de Samuel devrait tout particulièrement retenir l'attention des statisticiens, et surtout des statisticiens-démographes. On peut y prendre connaissance, au chapitre 24, d'un épisode étrange relatif au dénombrement d'Israël et de Juda que le roi David (1010-970 avant J.C.) aurait fait entreprendre sur l'ordre de Yahvé.

A ce projet, Joab, fils de Ceruya et chef de l'armée, oppose aussitôt des objections: «Que Yahvé, ton Dieu accroisse le peuple de cent fois autant, pendant que Monseigneur le roi peut le voir de ses yeux, mais pourquoi Monseigneur le roi aurait-il ce désir?» (1). Sur l'insistance du monarque, Joab effectue le dénombrement, et la Bible nous en rapporte le

résultat, d'ailleurs manifestement grossi: «Ayant parcouru tout le pays, ils rentrèrent à Jérusalem au bout de neuf mois et vingt jours. Joab donna au roi le chiffre obtenu pour le recensement du peuple: Israël comptait 800 000 hommes d'armes tirant l'épée et Juda 500 000» (24, 8-9).

La suite du chapitre nous montre David se repentant d'avoir recensé le peuple, alors pourtant que c'est Yahvé qui lui a demandé de procéder à l'opération: «Maintenant, Yahvé, veuille pardonner à ton serviteur car j'ai commis une grande folie». Tout se passe comme si le roi se rendait compte que Yahvé a voulu l'éprouver et qu'il n'aurait pas dû céder à la tentation. L'histoire finit mal. Yahvé propose à David trois châtiments, et le roi choisit le plus bref des trois, une peste de trois jours qui fait mourir 70 000 hommes.

La même histoire est racontée au chapitre 21 du premier livre des Chroniques, mais cette fois, c'est Satan qui pousse David à dénombrer les Israélites. Joab présente les mêmes objections: «Ne sont-ils pas tous les serviteurs de Monseigneur? Pourquoi Monseigneur fait-il cette enquête? Pourquoi Israël deviendrait-il coupable?» Le recensement aboutit à des chiffres encore plus exagérés que ceux donnés par Samuel, et pourtant le Chroniste fait cette confidence: «L'ordre du roi avait tant répugné à Joab qu'il n'avait recensé ni Lévi ni Benjamin» (21, 6). Le châtimement est aussi une épidémie meurtrière. Jérusalem est épargnée de justesse par l'ange exterminateur.

L'accomplissement de ce qui est présenté par le livre de Samuel comme un ordre divin, par le Chroniste comme une tentative diabolique, apparaît à David comme «une folie». Joab y voit une opération insolite et dangereuse, qu'il exécute à contre-cœur. Pourquoi?

Dans le plus beau de ses romans, *Docteur Faust*, Thomas Mann fait discuter l'incident par ses personnages, et suggère que si le roi David a provoqué une catastrophe biologique en organisant un recensement, c'est parce qu'un peuple authentiquement vivant ne saurait supporter un dénombrement et un enregistrement qui le mécanisent. «L'énumération dissout le tout organique et le transforme en une masse d'individus identiques» (chap. 28). A cette explication, qui semble admettre que l'épidémie s'est véritablement produite après le recensement et à cause de lui, il est permis de préférer une interprétation plus prudente, située au plan des représentations que la société israélite de ce temps-là se faisait des dénombrements et de leurs conséquences. Au temps du roi David, Dieu est la seule cause première. Il est donc impie et funeste de porter atteinte à ces prérogatives divines, ne serait-ce qu'en s'attribuant un droit de regard ou de surveillance sur le nombre des hommes. Derrière la mise en forme théologique, nous devinons que la société israélite a conscience d'un péril, et qu'elle cherche à prévenir ce péril de la manière la plus classique qui soit, en formulant un interdit religieux.

Ce péril est probablement double. Il y a d'abord le danger que représente un pouvoir politique trop conscient de ses forces. Sûr de pouvoir mobiliser un grand nombre d'hommes capables de tirer l'épée, l'autorité royale ne manquera pas d'imaginer des entreprises guerrières, soutenues par l'oppression fiscale. Pour commencer, le pouvoir manifeste son mépris de la statistique et des statisticiens en grossissant le résultat du recensement, sans doute pour impressionner ses ennemis intérieurs et extérieurs. Cette pratique n'a pas disparu.

Deuxième péril: celui qui pourrait provenir de l'ardeur professionnelle des statisticiens. Comment croire que ceux-ci se borneront longtemps à compter les hommes astreints au service militaire? Tôt ou tard leur zèle les poussera à construire une image complète de la société. Pire encore: ils voudront faire

O. R. S. T. O. M. Fonds Documentaire
29 NOV. 1983

N° : 3369ex1
Cote : B

N.D.L.R. L'article présenté ici représente un texte paru dans le n° 31 (septembre 1982)

(1) Traduction de la Bible de Jérusalem, Éditions du Cerf

B 3369ex1

connaître leurs travaux, alors qu'à l'évidence ce genre d'information ne saurait être mis à la disposition de n'importe qui. La catégorie des esclaves ou des captifs, pour ne mentionner qu'elle, ne provoquera-t-elle pas des troubles si elle vient à soupçonner la place qu'elle occupe dans la société?

Pour éviter tous ces malheurs, une seule solution : persuader gouvernants et gouvernés que le recensement est un crime et qu'il n'est pas question de l'entreprendre.

Même si nous voyons les choses autrement, nous ne perdrons rien à nous souvenir qu'il y a eu au cours des âges, qu'il peut donc y avoir encore, plusieurs manières d'envisager l'activité statistique. Et pour peu qu'on y réfléchisse, la décision d'interdire les dénombremens afin d'éviter les désastres immanquablement organisés par les pouvoirs forts ou par les catégories sociales dangereuses est sans doute aussi sage, surtout lorsqu'elle est implicite, que la glorification naïve d'un État-Providence transformant la matière première statistique en réglementations bénéfiques...

2. « De degré en degré, de nécessité en nécessité... »

Vingt-six siècles après le roi David, dans la France de Louis XIV, on n'en est plus à proscrire les recensements ni à les considérer comme des péchés. La statistique, et tout particulièrement la statistique fiscale, a conquis droit de cité. Certains observateurs clairvoyants ne se privent pourtant pas d'en signaler les dangers. Parmi eux, Louis du Rouvroy, vidame de Chartres, duc de Saint-Simon, auteur des célèbres Mémoires. On imprime encore de nos jours avec ces mémoires une *Lettre anonyme au Roi* que tout le monde s'accorde pour attribuer au duc. Dans ce texte d'une violence incroyable, Saint-Simon fait savoir qu'il méprise les ministres, qu'il déplore l'abaissement où Louis XIV a précipité la noblesse française, et enfin qu'il déteste les impôts. Bien sûr, les prises de position du noble Duc sont fortement commandées par sa situation sociale, mais n'en va-t-il pas toujours ainsi? Et ne vaut-il pas mieux que les choses soient grossies pour être bien claires? Quelles que soient d'ailleurs les raisons qui poussent Saint-Simon à écrire, ce qu'il dit donne à réfléchir :

« De degré en degré, de nécessité en nécessité, vous en êtes venu, à des impôts sur les choses saintes, sur les sacrements de l'Eglise ; à une capitation arbitraire, à une dîme sans diminution de quoique ce soit, et à des façons de la lever que c'est plus qu'un cinquième... On sait qu'il faut un certain ordre aux choses, et que les impôts, surtout lorsqu'ils sont depuis longtemps de plus en plus extrêmes et de plus en plus levés d'une façon encore plus ruineuse et plus extrême, demandent des détails (2) des hommes et des biens ; mais un détail précis qui ne va à rien moins qu'à la révélation forcée des plus importants secrets des familles, bien plus qu'à un dénombrement véritable. Que penser, Sire, d'un tel excès, etc. »

Pour l'édification du Roi-Soleil, la suite de la lettre reprend l'histoire du recensement criminel racontée par la Bible. Ce serait peu de dire que Monsieur de Saint-Simon n'imagine pas l'avènement futur d'un État-Providence. Il vomit le fisc et vitupère les intolérables exigences de toute statistique. Pourtant, et bien que la référence à l'ancien interdit biblique soit significative, le duc ne propose nulle part de mettre fin aux enquêtes et aux dénombremens. Il demande seulement un peu de modération. « On sait qu'il faut un certain ordre aux choses... ». Les mentalités ont donc changé, un seuil a été franchi. Reste à dessiner dans toute son ampleur le chemin parcouru, et celui qu'il faudra parcourir encore. Reste aussi à reconnaître le caractère nécessaire du mouvement qui conduit les sociétés vers une connaissance d'elles-mêmes toujours plus poussée. La tentative a été faite par un dramaturge allemand de génie, Heinrich von Kleist (1777-1811) dans un texte aussi court qu'admirable, où il est question de marionnettes et d'un ours escripteur.

3. L'essai sur les marionnettes, ou la fatalité

« Passant l'hiver 1801 à M..., j'y rencontrai un soir dans un jardin public, écrit Kleist, le sieur C... qui venait d'être engagé comme premier danseur à l'Opéra de cette ville, où il faisait un triomphe ».

Ce danseur passe des heures à observer les marionnettes qu'on montre au peuple sur la place du marché. Il explique au narrateur qu'on peut beaucoup apprendre des pantins, même s'il est impossible à l'homme d'égaliser la grâce inconsciente de leurs mouvements. « Seul un dieu pourrait sur ce terrain se mesurer à la matière. C'est là le point où convergent les extrêmes : le cercle est clos ».

Tout comme les marionnettes, dont les mouvements limités mais parfaits atteignent à une grâce et une harmonie non pareilles, l'ours dressé par un seigneur lituanien, « non content d'esquiver toutes les bottes comme le meilleur escrimeur du monde, demeurerait indifférent aux feintes, ce qu'aucun homme ne saurait faire ».

Ainsi, plus la réflexion consciente s'estompe et faiblit dans le monde organique ou social, plus y resplendit ce que Kleist appelle la grâce. Cette grâce n'habite que les corps totalement privés de conscience ou, à l'autre extrême, l'être caractérisé par une conscience infinie.

« Donc, dis-je quelque peu interloqué, nous devrions de nouveau goûter à l'arbre de la connaissance pour retrouver l'innocence ? »

— Mais bien sûr : c'est le dernier chapitre de l'histoire du monde ».

Ces deux répliques, sur lesquelles se conclut l'essai, montrent que cette fable traite de bien autre chose que d'esthétique ou de chorégraphie. Ce que Kleist décrit avec un art merveilleux de la litote, c'est le cheminement qui mène les sociétés humaines d'un état de spontanéité inconsciente vers une connaissance de plus en plus parfaite d'elles-mêmes. Des interdits religieux, dont nous avons vu un exemple, retardent aussi longtemps que possible une perte d'innocence et d'inconscience sociales qui comporte des risques symbolisés par la peste dont parle la Bible. Mais une fatalité incontrôlable pousse les hommes à organiser les transformations de leur vie commune d'une manière qui exige toujours plus de « détails », toujours plus de dénombremens, toujours plus de conscience. On voit alors s'exaspérer « cette furieuse manie de contrôle » dont parle André Breton dans la *lettre aux Voyantes*. Kleist essaye de nous montrer qu'une fois engagés dans cette voie, il ne nous est plus possible de revenir en arrière. La seule issue est de pousser toujours plus avant, vers l'état de conscience totale, — à supposer qu'il soit accessible. « Depuis que nous avons goûté à l'arbre de la connaissance, le paradis est verrouillé... Nous sommes contraints de contourner le monde pour voir si, par derrière, quelque passage ne s'est pas à nouveau ouvert ».

On ne fait donc pas progresser la connaissance des sociétés pour faciliter les décisions des princes, mais pour retrouver l'état d'innocence, c'est-à-dire pour se passer des princes.

4. Statistique et tragédie

Le paradoxe, c'est que Kleist, qui écrit les huit pages de son essai peu de temps avant de se suicider, semble prévoir une issue heureuse. En quittant l'état d'inconscience, les sociétés perdent l'innocence, mais elles doivent retrouver un jour l'harmonie en accédant à la conscience totale, « dernier chapitre de l'histoire du monde ». Travaillons donc de toutes nos forces à l'amélioration des méthodes et des techniques d'investigation, nous œuvrons dans le sens de l'histoire.

Avant d'arriver à la transparence parfaite, toutefois, la société traversera et traverse déjà des états intermédiaires qui risquent d'être fâcheux. On n'échappe pas à la peste décrite par le Livre de Samuel. Quelle est la signification de cette peste ?

Châteaubriand n'est pas qu'un poète en prose, ni l'apologiste démodé d'un christianisme sentimental. Il a aussi écrit un très grand livre politique, les *Mémoires d'Outre-Tombe*, qu'il termine par de fortes considérations sur le « danger de l'expansion de la nature intelligente et de la nature matérielle ». Citons le passage le plus significatif :

« La trop grande disproportion des conditions et des fortunes a pu se supporter tant qu'elle a été cachée ; mais aussitôt que cette disproportion a été généralement aperçue, le coup mortel a été porté. Recomposez, si vous le pouvez, les fictions aristocratiques ; essayez de persuader au pauvre, lorsqu'il saura bien lire et ne croira plus, lorsqu'il possédera la même instruction que vous, essayez de lui persuader qu'il doit se soumettre à toutes les privations tandis que son voisin possède mille fois le superflu : pour dernière ressource, il vous faudra le tuer... (Livre 44, chap. 3).

Châteaubriand résoud la difficulté en affirmant que l'idée chrétienne est l'avenir du monde, non sans préciser il est vrai que « le christianisme, stable dans ses dogmes, est mobile dans ses lumières » (Livre 44, chap. 7). Quelques décennies plus tard, Nietzsche niera dédaigneusement qu'en face de ces tempêtes menaçantes, on ose mettre sa confiance dans « des religions pâles et lasses, elles-mêmes dégénérées jusqu'aux racines, et devenues des religions savantes » (*Naissance de la Tragédie*, chap. 18). Dès lors, les perspectives ne peuvent être que très inquiétantes. Ce que Nietzsche appelle la « civilisation alexandrine » — la nôtre —, fondée sur « le plaisir socratique de connaître », et sur « l'illusion de pouvoir guérir par la connaissance la blessure éternelle de l'existence », dissimule selon lui un optimisme aussi peu justifié qu'il est illimité : « Que l'on ne s'effraie plus de voir mûrir les fruits de cet optimisme, de voir une société, pénétrée jusque dans ses couches inférieures par une telle culture, frémir peu à peu de velléités et de convoitises sensuelles, de voir la foi au bonheur terrestre de tous, la croyance à la possibilité d'une culture savante universelle se traduire peu à peu par la revendication menaçante d'un bonheur terrestre... Il faut bien s'en rendre compte ; la civilisation alexandrine exige, pour durer, le maintien de l'esclavage mais son optimisme l'entraîne à nier la nécessité de l'esclavage, et quand ses belles formules séduisantes et apaisantes ; la « dignité de l'homme » et la « dignité du travail », se sont usées,

elle va peu à peu au-devant d'une épouvantable catastrophe. Rien de plus terrible qu'une classe servile et barbare qui en est venue à considérer son mode d'existence comme une injustice et qui se dispose à venger son droit non seulement pour son compte mais pour celui de toutes les générations... »

Au début de son évolution, la société pressent le danger qu'elle court en entreprenant de se connaître elle-même. Elle va jusqu'à s'interdire toute démarche dans ce sens, mais les interdits sont faits pour être violés, puis oubliés. Quelques esprits lucides voient bien, d'ailleurs, que le progrès vers une conscience sociale généralisée est inéluctable, et mène peut-être vers un grandiose dépassement de tous les désordres et de tous les conflits. Il est aisé de prévoir cependant que d'ici là l'injustice deviendra visible, et insupportable, plus vite et plus tôt qu'il n'y sera porté remède. D'où les dangers également prévus par des visionnaires aussi différents que Châteaubriand et Nietzsche. Le premier conclut à l'inévitable redécouverte du christianisme ; le second prédit qu'après avoir traversé l'océan du savoir, l'homme moderne retrouvera la terre ferme de l'action, pour entrer enfin dans une « culture tragique » débarrassée de tout optimisme. Lequel des deux a raison ? Je n'en sais rien. Ce que je sais, c'est que lorsqu'on travaille, même de façon très technique et très spécialisée, à l'amélioration des investigations, en milieu rural ou ailleurs, c'est à ces questions-là qu'il faudrait réfléchir. Au moins de temps en temps.

Philippe COUTY
Directeur de recherches à l'Office
de Recherche Scientifique et Technique
Outre-Mer (ORSTOM)

Les textes de la « Tribune » sont présentés sous la responsabilité de leurs auteurs